L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAU DES TRAVAUX DES CHAMBRES.

NOUVELLE-ORLEANS.

DIMANCHE MATIN, 7 OCTOBRE.

Revue des Journaux.

"Les deux Côtés" — tel est le titre d'un article bien écrit et bien pensé du *Picayune* en réponse à une diatribe du *Times* de New York contre Horace Greeley et contre le peuple du Sud. Le New York *Times* ne peut pardonner à Greeley son esprit de conciliation, et il laisse échapper sa rage et sa haine envers le peuple du Sud en termes d'une amertume extraordinaire, en ajoutant que ce sont là les sentiments généraux du Nord. Le *Picayune* fait remarquer combien les sentiments de M. Greeley sont plus généreux, plus nobles, plus patriotiques, et il fire argument de l'animosité de nos ennemis du Nord pour conclure à la nécessité de l'union du Sud.

La Pléiade contient une excellente communication sur la liste de paroisse de Union. Il recommande aussi aux citoyens de méditer les paroles du gouverneur au meeting de la place Lafayette.

Le Times fait la critique du discours du colonel Williamson. Nous trouvons qu'on a attaché beaucoup trop d'importance à ce personnage, qui a successivement déserté le parti démocrate et le parti de la réforme, et qui paraît se laisser guider uniquement par ses rancunes particulières. Il est des volte-faces que le talent n'excuse pas.

Le Times veut bien concéder que le général Beauregard obtiendra quelques voix; il en enlèvera assez à M. Burke, dit-il, pour faire élire le candidat radical.

Le Times prétend que M. Burke est le candidat régulier des deux principaux partis: cela n'est pas exact, et l'affaire de la place Lafayette prouve que les démocrates n'ont voulu ratifier ni M. Burke, ni la liste sur laquelle son nom se trouve. Nous pensons, nous, que si M. Burke persiste à courir, il n'aura pas assez de voix pour empêcher le général Beauregard de l'emporter de beaucoup sur M. James Lewis, le candidat radical. Le *Times* semble ignorer que la Convention des clubs indépendants, qui représente quarante clubs, a endossé la candidature de Beauregard.

La girouette du *Republican* a encore tourné. Qu'est-ce que cela veut dire? On se souvient qu'il avait trouvé les nominations républicaines à la fois bonnes et mauvaises dans le même numéro, puis assez bonnes dans le numéro suivant. Hier, il dit ceci:

Quelques-uns des choix sont bons, sinon les meilleurs qui auraient pu être faits, mais nous croyons qu'ils ont été chargés du poids d'autres noms qui ne peuvent même entraîner le vote du parti. Il est moralement certain que beaucoup des candidats ne seront jamais élus. Un tel résultat est une impossibilité palpable. A moins donc qu'on ne leur permande de se retirer, et que leurs places ne soient remplies par des hommes plus forts, toute la liste sera enfoncée et le parti républicain de la Nouvelle-Orléans comptera parmi les choses qui ont été.

Il est évident que M. Fish, rédacteur en chef du *Republican*, qui est candidat pour le poste de maire, ne sera jamais élu. Il n'obtiendra pas même le vote de son parti et pas une seule voix conservatrice. Il doit donc être un des premiers auxquels il faut persuader de se retirer. Nous doutons, cependant, que l'éloquence du *Republican* réussisse à le convaincre. Quant aux autres candidats faibles, ce journal était bien de les nommer, ils ne se recueillront jamais. Quel est le candidat qui ne se croit pas le plus fort de tous?

La Convention républicaine s'est ajournée, sujette à l'appel de son président, et le *Republican* cherche à démontrer que le président, au lieu de convoquer la Convention, doit simplement appeler le comité de paroisse pour modifier les nominations.

C'est une consolation, dans notre infortune, de voir que nos adversaires sont tout aussi divisés que nous le sommes nous-mêmes.

La nomination du général Beauregard paraît inquiéter le *Republican*, donc elle est excellente.

Le *National Republican* est muet sur les nominations de paroisse; il traite du caractère inhumanitaire du parti républicain. Bah! l'émancipation des esclaves, cela est ridiculeuse, n'a été qu'un moyen de guerre, et les droits politiques n'ont été octroyés aux nègres que dans l'espoir de contrôler leur vote et de faire au parti radical un levier de ce nouvel élément électoral pour conserver le pouvoir à la faction sans scrupules qui l'exploite.

UN ARGUMENT POUR L'HOMŒOPATHIE. — Dans la séance de l'Académie de médecine de Paris du 17 septembre dernier, M. Pavaine a lu un mémoire sur le septicémie, contenant des faits qui ont excité à un haut degré l'attention des auditeurs. Il a décrit les différentes expériences qu'il avait faites par l'injection sous-cutanée du sang septicémique, c'est-à-dire de sang dérivé d'un animal qui avait été empoisonné par du sang putréfié. Il a pratiqué vingt-cinq séries d'expériences sur des lapins et des cochons d'Inde, et il a trouvé que le virus acquérait une intensité croissante de pouvoir et d'activité en passant par l'organisme animal. Cette action devient si terrible que, pour citer l'effet de son dernier passage, "le sang du lapin tué par la dix-millionième partie d'une goutte a été injecté dans cinq lapins en doses de cent-millionième, billionième, dix-billionième, cent-billionième et trillionième de goutte. Tous sont morts dans les 24 heures." Les homœopathes ne manqueront pas de tirer argument de ces déclarations d'un physiologiste aussi expérimenté.

☞ Les Sœurs du Bon Pasteur sollicitent avec instance le patronage des habitants généreux de la Nlle-Orléans pour faire qu'elles ont l'intention de tenir au service de leur grand établissement; cette foire devant commencer le 28 du courant, ainsi que cela a été déjà annoncé. Le nombre des personnes qui y ont trouvé place est à présent de 200, y compris les enfants de l'École Industrielle, et ce nombre augmente tous les jours.

Parmi les articles qui seront décernés par le suffrage, est une splendide bannière représentant, d'un côté, la figure de Daniel O'Connell, l'émancipateur de l'Irlande, avec le bill d'émancipation à la main, et de l'autre, une grande harpe d'Erin. Ce portrait sera exposé, pour le concours, deux ou trois semaines avant la foire.

LES DROGUES SOUS LES DOUANES EN FRANCE. — Les gouvernements français et anglais s'entent en ce moment, par l'entremise de leurs commissaires, des doubles quels qui menace de ralentir les négociations commerciales.

M. Ozenne se refuse à admettre en franchise la jute en filaments ou hachée et le chanvre brut importés directement en France de l'Inde anglaise ou des entrepôts anglais ou de l'Amérique. De son côté, le ministère de Saint-James refuse de céder sur ce point.

Du reste, ajoute *Evening national*, il résulte des informations qui nous parviennent de différents côtés, que le terrain des négociations commerciales qui se poursuivent est établi de telle sorte que, pour arriver à une solution, le gouvernement anglais sera obligé de faire encore plus de concessions dans le sens de la libre-échange que l'Angleterre ne demandait à la France dans le sens du protectionnisme, et lorsque le succès même des efforts du gouvernement français serait loin de constituer une victoire.

LA QUESTION SOCIALE. — Nous lisons dans le *Sémaphore* sous la date de vendredi 4 octobre:

Jeudi soir, une réunion devait avoir lieu dans un local de la rue Dumarais, où des députés Challemel-Lacour et Tolain devaient se faire entendre.

Mais, au moment où les membres invités allaient se réunir, un commissaire de police s'est présenté, et, au nom de l'autorité préfectorale, a déclaré la réunion.

La réunion s'est dispersée tranquillement, sans faire la moindre opposition.

Plusieurs membres se sont alors rendus au cercle du Progrès, où MM. Tolain et Challemel-Lacour ont prononcé quelques paroles au sujet de la situation actuelle du parti républicain.

Dans son allocution, d'un ton modéré, M. Tolain, d'après le récit fait par le *Progrès*, de Lyon, en parlant en termes sévères au sujet de la question sociale.

La question sociale ne peut marcher seule, c'est à dire avec l'idée républicaine et sœurs. Aujourd'hui, avant tout, il faut faire de la propagande en faveur de la République.

Les bourgeois sont encore trop effrayés du mot socialisme qu'ils n'ont pas encore compris; rallions-les d'abord à la République qu'ils commencent à entrevoir et ils viendront ensuite tout seuls à la question sociale qui les intéresse autant que les ouvriers eux-mêmes.

☞ Jus de Fraise fraîche. — Fraises Framboises et Groseilles. — venant d'être reçus directement de France par la maison Rochereau & Reims, rue de la Vieille-Levée.

LES CANDIDATURES DE LA GIRONDE

Nous lisons dans le *Sud* du 9 octobre:

Les journaux bonapartistes annoncent ce matin, après bal dernier, le nouvel appel de Bordeaux, que tous les comités étaient en mesure de présenter la candidature de M. de Forcade la Roquette, à l'exception des seuls radicaux.

Cette assertion n'est pas confirmée par notre correspondant, qui nous adresse quelques renseignements intéressants sur la situation du parti républicain.

On verra que rien ne permet encore de prévoir quel sera le résultat du scrutin, et que la joie des organes bonapartistes est au moins très prématurée.

Le candidatage de M. de Forcade la Roquette n'est soutenu avec ardeur que par les bonapartistes modérés et par un journal dont la nuance politique est assez difficile à définir, le journal *la Province*. Quant au *Journal de Bordeaux*, bonapartiste ardent, il trouve l'ex-ministre des travaux publics trop tiède, et ne consent à [illegible] qu'en désespoir de cause et [illegible] mieux.

[illegible] ne peut pardonner à M. de Forcade la Roquette d'avoir appartenu à l'Empire, et le *Courrier de la Gironde*, feuille du parti républicain, se réligne avec un chagrin évident à observer la neutralité, ne pouvant se résoudre à favoriser le candidat préféré de la *Province*.

En somme, la candidature dont il s'agit n'a pas été bien [illegible] et les bonapartistes [illegible] ne [illegible] sortir à la soirée.

Dans le camp républicain, la situation n'est pas plus nette, et une foule de candidats ont été ou seront mis successivement en avant, sans qu'aucun ait été désigné définitivement jusqu'à présent.

M. de Freycinet, dont il a été question pendant quelques jours, paraît avoir été abandonné et remplacé par M. Dupouy, du barreau de Bordeaux, conseiller général et membre de la commission départementale. M. Dupouy est un homme d'une quarantaine d'années, qui a acquis de l'influence dans le département.

Ce candidat paraît avoir quelques chances de succès dans toutes les communes; mais les radicaux les plus avancés du club réuni à Bordeaux et composé des délégués appelés au scrutin dans la Gironde, lui opposent plusieurs concurrents.

Parmi ceux-ci, les plus remarquables sont:

M. Steeg, pasteur protestant, journaliste et orateur éloquent, d'un tempérament extrêmement passionné;

M. Mié, avocat de Périgueux;

M. Cadoc, avocat d'un âge qui suffirait à justifier son nom, qui n'a d'autre titre à invoquer que sa déportation en décembre 1851;

Enfin, M. Cazenave, qui a joué un certain rôle en 1848, et qui se présente aux électeurs avec un sotif de plusieurs condamnations politiques sous l'Empire et une fortune de dix millions "dont il compte faire profiter le peuple...." *quand il l'aura désapitée.*

La tournée de Gambetta.

La manifestation projetée de M. Gambetta en faveur du Pape a été [illegible] dans les journaux bonapartistes et dans les diverses de la presse allemande.

La *Gazette de Cologne*, qui nous est partie [illegible] hostile, voit dans l'agitation provoquée par les banquets démagogiques "une preuve nouvelle du peu de solidité de la présente encore le sol politique de la France." La *Gazette Nationale* prévoit l'avènement de l'avocat radical à la présidence de la République, et déclare que, en pareil cas, l'Allemagne sait parfaitement ce qui lui resterait à faire.

Enfin, la *Germania*, de Berlin, contient, à cette occasion, dit la *Correspondance universelle*, les réflexions les plus défavorables pour le gouvernement de M. Thiers. Elle pense que, dans aucun pays, un homme aussi complétement nul que M. Gambetta n'arriverait à jouir de l'importance que lui accordons. Elle prévoit aussi la victoire prochaine du radicalisme en France. "L'Espagne, l'Italie et la Suisse, dit-ce journal, entreront dans la même voie, et *c'est alors que ces pays apprendront ce que c'est dédié à Berlin, pendant l'entrevue des trois empereurs.*"

La *Patrie* a des informations qui confirment ce que le *Times* et d'autres journaux ont affirmé, ce que nous-mêmes avons dit de l'impression causée sur les cabinets étrangers par les discours de M. Gambetta:

Nous croyons savoir que M. Gambetta n'a pas interrompu volontairement sa campagne radicale.

Des renseignements envoyés par nos différentes légations, et notamment par les ambassades de France à Berlin et à Saint-Pétersbourg, ont prévenu le président de la République que les discours de M. Gambetta produisaient à l'étranger le plus détestable effet.

C'est à la suite des dépêches de nos divers représentants que M. Gambetta a été prévenu d'avoir à cesser sa campagne ou lencontreuse. La présence de certains agents de l'autorité et celle des officiers ont produit d'une manière toute particulière la plus profonde impression.

L'incident auquel se trouve mêlé le nom du ministre russe est ainsi expliqué par la *Correspondance universelle*:

Nous avons dit, dans notre édition de ce matin, que la dépêche du *Times* avait défiguré le sens et la portée de la conversation que M. le général Timaschef avait eue chez Gambetta en province.

Disons tout d'abord qu'il est complétement inexact que le général Timaschef ait "retiré ses premières félicitations," et dit quoi que ce soit au nom du gouvernement ou du public russe.

Le général Timaschef, qui voyage pour sa santé, n'a sorti de la Russie, aucun caractère officiel. Ayant connu M. Thiers à Saint-Pétersbourg, il s'est fait un devoir en passant par Paris, d'aller lui faire visite, politesse à laquelle M. le président de la République a courtoisement répondu en l'invitant deux fois à dîner.

Il est très vrai que le général a tout d'abord exprimé à M. Thiers la satisfaction que lui causaient le rétablissement, sous sa patriotique et intelligente direction, de l'ordre en France, le retour en peu de temps de la confiance publique, la reprise des affaires, etc.

Il est également vrai qu'au second dîner, prenant part à la conversation de plusieurs convives de M. Thiers, le général leur a manifesté son regret que les passions radicales fussent agitées au moment où la France a tant besoin d'ordre, de calme, de tranquillité, et alors que les États étrangers, qui renferment tous plus ou moins des éléments radicaux, ont à craindre chez eux le contre-coup d'une pareille agitation.

Mais ces opinions, formulées dans le cours d'une conversation à peu près générale, n'ont qu'un caractère privé, pour ainsi dire personnel, ainsi que le général Timaschef a eu soin d'ailleurs de le constater à l'avance en déclarant à ses interlocuteurs que, simple particulier en France, son langage n'aurait et ne pouvait avoir aucune portée officielle.

Réduite à ces termes et à ce caractère, la conversation du ministre de l'intérieur de Russie n'a pas la signification que lui donne la dépêche du *Times*, quoiqu'elle reste de celles que ne désavouerait aucun gouvernement, aucun étranger ami de la France, et moins encore aucun bon Français.

UN CONCURRENT A GAMBETTA. — Nous reproduisons d'après la *Gironde* de Bordeaux, qui en emprunte elle-même les détails au journal légitimiste la *Guienne*, le récit d'une visite faite au château de la Grave chez M. le duc Decazes par le comte de Paris:

La *Guienne*, dit la *Gironde*, confirme que jeudi il y a eu réception extraordinaire au château de la Grave, chez M. le duc Decazes. A l'occasion de la visite du comte et de la comtesse de Paris.

Elle était parmi les invités: MM. Princeteau, député; Cruzy, rédacteur en chef du *Courrier de la Gironde*; Régis, président du Société d'agriculture; Autran, commissaire général de la marine à Bordeaux; Henri Brunet, président du tribunal de commerce de Bordeaux; Hulert Proun, membre de la chambre de commerce; Paul Favre, président du comité libéral conservateur; Forbos, conseiller général de St-Mézaire.

Voici le texte exact du salut de M. Princeteau:

"Monseigneur, vous avez devant vous un républicain qui salue, en la personne de Votre Altesse Royale, le futur Dauphin de France, et qui serait impatient de le proclamer."

POINTS NOIRS. — La *Gazette de Cologne* prévoit de nombreux conflits entre la France et l'Allemagne à la suite des différentes interprétations données par les deux gouvernements au traité de Francfort et à la convention de décembre concernant les mineurs.

La France voudra appeler sous les drapeaux les mineurs qui ont opté pour elle. L'Allemagne refusera de reconnaître la validité de ces options. Des difficultés de toutes sortes, dit le journal prussien, ne peuvent manquer de surgir d'un pareil antagonisme.

TROP DE LAITIN. — Voici une anecdote du bon vieux temps:

Il y avait une fois un brave ministre glais chez lequel, tous les jours que Dieu envoyait un lapin tout rôti, passe pin à tous les repas: lapin à toutes sauces: rôti, bouilli, farci, en pâté, en timbale, etc.

Or, les élèves du ministre étaient, comme toutes les personnes du presbytère, soumis au lapin à perpétuité: ce régime leur faisait pousser des grognements lamentables.

La révolte devait sortir de cette situation trop tendue.... C'est ce qui arriva.

Un beau jour, à la suite d'un repas où le lapin avait servi le lapin, du cor-[illegible] en la fin, le ministre désigna un des écoliers et lui ordonna de réciter les Ceres. Mais notre maudit coquin, au lieu de commencer: *Gratias agimus*.... s'en va dire tout haut:

Rabbits roasted, rabbits boiled,
Rabbits fried and rabbits broiled,
Rabbits hot and Rabbits cold,
Rabbits young and rabbits old,
Rabbits tender, rabbits tough;
Thank the lord, we've had enough!

C'est le curé qui ne riait plus!

Malheureusement l'histoire finit là.

Maintenant, — pour les Français, — voici ce que chantait le clerc dans notre langue ne peut rendre le burlesque de l'original.

Lapins rôtis, lapins bouillis,
Lapins frits et lapins grillés,
Lapins chauds et lapins froids,
Lapins jeunes et lapins vieux,
Lapins tendres et lapins durs....
Merci, mon Dieu! nous en avons assez!

COUR D'APPEL DE PARIS (6e ch.)

Présidence de M. Aleppe.

SÉPARATION DE CORPS.

M. L..... vend et grant se fils d'un premier mariage, a épousé en deuxième noce Mlle Marie R..., appartenant à une excellente famille. L'un et l'autre ont de grandes exploitations industrielles qui intéressent tant un pays, tantôt un autre, et lorsque des dissentiments se sont manifestés dans leur ménage, les époux se sont tout naturellement trouvés éloignés l'un de l'autre, n'ayant pas [illegible] [illegible] [illegible]